

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2023-35 du 6 octobre 2023

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les entreprises américaines appellent l'administration à se coordonner avec ses partenaires en matière de contrôle des investissements sortants
2. Une délégation bipartisane de sénateurs américains se rendra prochainement en Asie
3. Les États-Unis et le Royaume-Uni viseraient la conclusion d'un accord commercial d'ici l'année prochaine

Climat – énergie – environnement

4. Le Département américain de l'Énergie (DoE) annonce un financement de 264 M\$ pour son programme de recherche Energy Earthshots
5. Le DoE s'associe avec Oman dans le domaine de l'hydrogène géologique

Transport et infrastructure

Brèves

Industrie

6. Un rapport de la Fédération des scientifiques américains révèle un déficit de plus de 7 Md\$ dans le financement des crédits de recherche du CHIPS and Science Act pour l'année 2024
7. Lors du Dialogue économique de haut niveau, les États-Unis et le Mexique renforcent leur collaboration économique, notamment dans le secteur des semi-conducteurs

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. Le Département de l'Agriculture anticipe une évolution contrastée des rendements de maïs et de soja aux États-Unis d'ici 2036

Numérique et innovation

9. Microsoft et Apple témoignent lors du procès antitrust contre Google
10. Les lois sur les réseaux sociaux du Texas et de la Floride sont examinées par la Cour suprême
11. Le financement des start-ups diminue au T3 2023 malgré le dynamisme du secteur de l'IA

Santé

12. Novo Nordisk accepte de rejoindre la table des négociations sur les prix des médicaments de Medicare

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

La prochaine publication des brèves sectorielles sera le 20 octobre 2023.

Commerce et sanctions

1. Les entreprises américaines appellent l'administration à se coordonner avec ses partenaires en matière de contrôle des investissements sortants

Après l'adoption en août dernier d'un décret présidentiel prévoyant la création d'un mécanisme de contrôle des investissements sortants vers la Chine dans les secteurs de l'intelligence artificielle, des semi-conducteurs et du quantique, le Département américain du Trésor a [lancé](#) un appel public à commentaires concernant les modalités d'application de ce mécanisme, qui s'est achevé le 28 septembre. Dans leurs commentaires, plusieurs groupes représentant les intérêts du secteur privé américain [encouragent](#) l'administration à se coordonner avec ses partenaires internationaux pour qu'ils adoptent un mécanisme similaire, afin d'éviter que les entreprises américaines ne soient défavorisées vis-à-vis de leurs concurrentes étrangères.

La *US Chamber* souligne ainsi qu'« une approche isolée de la part du gouvernement américain [...] risque d'avoir un effet disproportionné et contre-productif sur les entreprises américaines en limitant leur capacité à opérer sur de vastes marchés alors que leurs concurrentes étrangères opèrent sans restriction similaire ». Le *National Foreign Trade Council* (NFTC) appelle de son côté le Département du Trésor à réaliser une étude d'impact des restrictions et obligations de notification envisagées, incluant une évaluation de la probabilité que des investissements américains soient remplacés par des investissements en provenance d'autres pays, notamment européens et japonais. Enfin, selon la *Semiconductor Industry Association* (SIA), la mise en œuvre de ce mécanisme est susceptible de porter atteinte à la compétitivité des entreprises américaines du secteur, soulignant que plusieurs pays dont la France, l'Allemagne, Israël, le Japon et les Pays-Bas ne disposent pas à ce jour de mesures de restriction équivalentes.

Le président du Comité des services financiers de la Chambre des représentants, Patrick McHenry (R-Caroline du Nord), a de son côté répondu à la consultation en [adressant](#) une lettre à la Secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, estimant que l'*Office of Investment Security* (OIS), service du Département du Trésor actuellement en charge du contrôle des investissements entrants et qui sera chargé de la préfiguration du mécanisme de contrôle des investissements sortants, ne dispose pas de l'autorité statutaire pour exercer cette mission. P. McHenry estime qu'il serait plus logique de la confier à l'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC), chargé de l'application des sanctions financières au sein du Département américain du Trésor, compte tenu de son expertise et expérience en la matière.

2. Une délégation bipartisane de sénateurs américains se rendra prochainement en Asie

Une délégation bipartisane de six sénateurs américains [se rendra](#) en Asie la semaine prochaine, d'après une information [confirmée](#) par le bureau du *leader* de la majorité au Sénat, Chuck Schumer (D-New York). Il sera accompagné des sénateurs Mike Crapo (R-Idaho), Maggie Hassan (D-New Hampshire), Bill Cassidy (R-Louisiane), Jon Ossolf (D-Géorgie) et John Kennedy (R-Louisiane). La délégation effectuera une première étape à Pékin, avant de se rendre au Japon puis en Corée du Sud. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la reprise progressive du dialogue entre les États-Unis et la Chine, symbolisée par les récents déplacements de représentants de l'administration américaine en Chine, dont la Secrétaire américaine au Commerce, Gina Raimondo, en août dernier [voir [Flash accents du 1^{er} septembre 2023](#)]. Les sénateurs [envisageraient](#) selon le *New York Times* d'aborder les thématiques de la violation des droits de l'homme, le rôle de la Chine dans les trafics de fentanyl et les mesures chinoises visant des entreprises américaines, notamment le fabricant américain de semi-conducteurs Micron récemment interdit par Pékin de vendre ses produits aux opérateurs d'infrastructures critiques chinois. Selon des informations [recueillies](#) par *Bloomberg* auprès du sénateur M. Crapo (R-Idaho), la délégation de sénateurs ambitionnerait à cette occasion de s'entretenir avec le président chinois Xi Jinping.

3. Les États-Unis et le Royaume-Uni viseraient la conclusion d'un accord commercial d'ici l'année prochaine

Selon des informations [recueillies](#) par Politico, les États-Unis et le Royaume-Uni pourraient prochainement initier des négociations en vue de conclure un accord commercial d'ici la tenue des élections présidentielles aux États-Unis et générales au Royaume-Uni en 2024. L'accord couvrirait des domaines tels que l'agriculture, le droit du travail, les questions environnementales et les chaînes de valeur mais ne comprendrait pas d'engagements en matière d'accès au marché.

Ces informations interviennent alors que le gouvernement américain aurait, toujours [selon](#) Politico, pris l'attache de certaines entreprises britanniques afin de discuter de leurs liens avec le marché chinois, quelques semaines après que l'administration Biden a adopté un décret présidentiel visant à créer un mécanisme de contrôle des investissements sortants vers la Chine.

Brèves

- Le 30 septembre, après l'annonce de l'évitement d'un « *shutdown* » du gouvernement fédéral, la Secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a [publié](#) un communiqué, dans lequel elle qualifie de « vital » le maintien du soutien économique américain apporté à l'Ukraine, déclarant que l'administration Biden et elle-même « se battent pour maintenir ce soutien à l'avenir ».

- Le 3 octobre, le Département américain du Trésor a [désigné](#) 28 individus et entités basés en Chine et au Canada accusés de prendre part à des activités illicites de production et de commercialisation de stupéfiants, notamment de fentanyl.
- Le 4 octobre, la Représentante américaine au Commerce, K. Tai, a [présidé](#) une réunion ministérielle virtuelle des ministres du commerce des pays engagés dans les négociations du Cadre économique indopacifique (IPEF), dont la sixième session de négociations [aura lieu](#) du 15 au 24 octobre à Kuala Lumpur.

Climat – énergie – environnement

4. Le Département américain de l'Énergie (DoE) annonce un financement de 264 M\$ pour son programme de recherche Energy Earthshots

Le DoE a [annoncé](#) le 29 septembre un financement de 264 M\$ pour 29 projets de recherche dans le cadre de l'initiative [Energy Earthshots](#). Cette initiative s'inscrit dans l'objectif de l'administration Biden d'atteindre une réduction de 50 % des émissions de carbone d'ici à 2030 et une économie à zéro émission nette de carbone d'ici à 2050, au travers de sept axes de travail (hydrogène, stockage longue durée, capture et stockage du carbone, géothermie, éolien en mer, chauffage industriel et carburants durables). Le financement annoncé, dont 100 M\$ programmés sur l'année fiscale 2023, soutiendra 11 nouveaux centres de recherche dirigés par les laboratoires nationaux du DoE, pour un montant de 195 M\$ sur les quatre prochaines années, et 18 équipes de recherche universitaire, pour un montant de 69 M\$.

5. Le DoE s'associe avec Oman dans le domaine de l'hydrogène géologique

Le bureau des affaires internationales du DoE a [indiqué](#) avoir organisé, le 24 septembre, un atelier technique avec le ministère de l'Énergie et des ressources minérales d'Oman (MEM) sur l'hydrogène géologique. L'objectif de l'atelier était de partager des informations et des idées sur l'hydrogène géologique et de faciliter l'établissement de nouveaux partenariats politiques, commerciaux et universitaires entre les deux pays sur ce sujet. Un protocole d'accord entre le MEM et la société [Eden](#) concernant l'exploration et la production d'hydrogène géologique à Oman a été signé à cette occasion. Dans son communiqué, le DoE rappelle avoir [mobilisé](#) un financement de 20 M\$ pour l'Advanced Research Projects Agency-Energy (ARPA-E) en septembre dernier pour le développement de technologies capables de stimuler la production d'hydrogène dans le sous-sol à moindre coût et avec le moins d'impact possible sur l'environnement.

Transport et infrastructure

Brèves

- Le constructeur automobile japonais Toyota a [annoncé](#) le 4 octobre avoir signé un accord d'approvisionnement auprès de l'équipementier coréen LG Energy Solution pour la fourniture de batteries électriques lithium-ion, pour une capacité de 20 GWh/an à partir de 2025. LG Energy Solution indique qu'il investira 3 Md\$ dans son usine actuelle du Michigan exclusivement pour répondre à cette nouvelle commande, destinée à équiper les futurs véhicules électriques qui seront produits par Toyota dans le Kentucky. Il s'agit du plus important accord d'approvisionnement de batteries électriques signé par l'équipementier, en dehors de ceux conclus dans le cadre de co-entreprises avec General Motors, Stellantis, Hyundai et Honda.

Industrie

6. Un rapport de la Fédération des scientifiques américains révèle un déficit de plus de 7 Md\$ dans le financement des crédits de recherche du CHIPS and Science Act pour l'année 2024

La Fédération des scientifiques américains (FAS) a publié le 3 octobre un [rapport](#) mettant en lumière des préoccupations majeures concernant le manque de financement pour les subventions à la recherche dans le projet de budget pour 2024. Sur les 26,8 Md\$ de subventions prévues par la loi, seulement un peu plus de 19 Md\$ seront effectivement alloués. Le rapport de la FAS souligne notamment des lacunes significatives dans les programmes de la National Science Foundation (NSF) destinés à former un vivier de talents en science, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM) aux États-Unis. Selon l'analyse de la FAS, les crédits actuels alloués pour l'exercice 2024 aux programmes d'éducation STEM accusent un déficit de près de 60 % par rapport aux niveaux autorisés par le Congrès dans le cadre du CHIPS and Science Act, et une baisse d'environ 50 % par rapport aux propositions du Sénat. Dans l'ensemble, les crédits alloués pour l'année 2024 aux programmes CHIPS de la NSF sont en deçà des niveaux autorisés, enregistrant un déficit d'environ 39 %. Cette situation suscite des inquiétudes quant à la capacité des États-Unis à soutenir efficacement le développement des compétences en STEM, ce qui est essentiel pour répondre aux besoins des industries de haute technologie et de l'innovation dans le pays.

7. Lors du Dialogue économique de haut niveau, les États-Unis et le Mexique renforcent leur collaboration économique, notamment dans le secteur des semi-conducteurs

Lors de la troisième réunion du Dialogue économique de haut niveau (HLED) entre les États-Unis et le Mexique, qui s'est tenue à Washington le 29 septembre, les deux nations ont examiné plusieurs axes de collaboration. Ces discussions ont, entre autres, porté sur le commerce des équipements médicaux et le renforcement des chaînes d'approvisionnement dans le secteur des semi-conducteurs. La [Fact sheet](#) publiée par le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) détaille les piliers du plan d'action conjoint sur les semi-conducteurs. Les principaux objectifs de ce plan concernent une plus grande intégration des chaînes d'approvisionnement régionales pour l'industrie des semi-conducteurs, le développement des activités existantes dans la région en améliorant le climat des affaires et en attirant de nouveaux investissements dans l'assemblage, le test et le *packaging*, et la diversification des investissements vers des activités qui ne sont pas encore présentes dans la région ou qui pourraient y être renforcées.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. Le Département de l'Agriculture anticipe une évolution contrastée des rendements de maïs et de soja aux États-Unis d'ici 2036

Le Service de recherche économique du Département de l'Agriculture (USDA/ERS) a publié le 4 octobre une [étude](#) sur les effets du changement climatique pour le maïs et le soja aux États-Unis pour la période 2016/2036. Les auteurs ont fondé leurs estimations sur les projections climatiques du GIEC, en particulier en ce qui concerne la fréquence des périodes de chaleur extrême et la diminution des précipitations dans les comtés situés à l'est du 100^e méridien. La procédure d'estimation a supposé que les agriculteurs s'adaptent au changement climatique par le biais de nouvelles technologies et adoptent des pratiques de gestion culturales différentes au cours de la période étudiée. Les principales conclusions de l'étude sont les suivantes :

- Les projections globales de rendement des cultures mettent en évidence des effets opposés pour le maïs et le soja : les rendements du maïs augmenteraient de 3,1 % et ceux du soja diminueraient de 3,0 %.
- En raison du sens et de l'ampleur différents des effets climatiques selon les comtés, les projections de rendement varient beaucoup d'une région à l'autre : le Dakota du Nord et du Sud, le Kansas et le

Nebraska connaîtraient une forte baisse des rendements (-14,5 % pour le maïs et -7,1 % pour le soja) ; les États du Midwest tels que l'Illinois, le Missouri, l'Iowa et le Wisconsin enregistreraient des gains de rendement de 1,2 % pour le soja et de 5,7 % pour le maïs et l'Indiana, le Kentucky et le Tennessee enregistreraient des gains de rendement de 5,4 % pour le maïs et des baisses de rendement de 5,8 % pour le soja.

Un modèle économique mondial a ensuite été utilisé pour examiner comment ces changements de rendement pourraient affecter la production agricole américaine et les flux commerciaux en considérant stables les rendements dans les autres pays du monde. L'étude fait état des résultats suivants :

- La production américaine de maïs augmenterait de 0,11 %. En effet, le modèle indique que les producteurs alloueraient moins de terres au maïs en raison de l'augmentation des rendements. Les exportations américaines de maïs augmenteraient de 0,36 %, soit l'équivalent de 63 M\$ sur la base des exportations de 2016.

- La production de soja aux États-Unis diminuerait de 0,93 % en raison de la baisse des rendements, tandis que les exportations diminueraient de 1,17 %. Dans le modèle, les producteurs alloueraient davantage de terres au soja pour compenser la baisse des rendements. Les exportations de soja pourraient diminuer d'un montant de 319 M\$.

Numérique et innovation

9. Microsoft et Apple témoignent lors du procès antitrust contre Google

Lors du procès antitrust contre Google, Satya Nadella, PDG de Microsoft, a [déclaré](#) que les accords de Google pour être le moteur de recherche par défaut sur divers navigateurs étaient un facteur limitant la concurrence. S. Nadella a également évoqué l'impact potentiel de la domination de Google dans la sphère de l'intelligence artificielle, soulignant l'importance de la concurrence dans ce domaine émergent.

En parallèle, John Giannandrea, Senior Vice-President d'Apple, a [déclaré](#) qu'Apple a préféré toucher des commissions de Google en échange de la désignation de Google Search comme moteur de recherche par défaut sur les iPhones et les autres produits d'Apple plutôt que de renforcer l'offre d'Apple dans le segment des moteurs de recherche. J. Giannandrea a révélé à cette occasion que les discussions entre Apple et Microsoft concernant l'acquisition potentielle de Bing auraient surtout servi comme levier dans les négociations d'Apple avec Google.

Le procès contre Google, lancé par le Département américain de la Justice, est le plus gros contentieux antitrust contre une grande entreprise technologique en plus de deux décennies.

10. Les lois sur les réseaux sociaux du Texas et de la Floride sont examinées par la Cour suprême

La Cour suprême a [annoncé](#) vendredi qu'elle examinerait les lois controversées du Texas et de la Floride sur la modération des contenus. Ces lois visent à interdire aux médias sociaux de bannir les utilisateurs en fonction de leurs opinions politiques. La Cour suprême examinera si les restrictions de modération des contenus introduites par ces lois et leurs « exigences d'explications individualisées » sont conformes au premier amendement de la constitution américaine, argument invoqué par la Computer & Communications Industry Association et NetChoice - deux des plus grandes associations professionnelles du secteur numérique.

11. Le financement des start-ups diminue au T3 2023 malgré le dynamisme du secteur de l'IA

Les start-ups enregistrent des levées de fonds de 73 Md\$ au niveau mondial pour le troisième trimestre 2023, en hausse par rapport au trimestre précédent mais en baisse de 15 % par rapport aux 86 Md\$ levés au T3 2022, selon les données de [Crunchbase](#). Selon [PitchBook](#), en Europe, les levées de fonds au T3 ont atteint 15,8 Md\$, soit une baisse de 22,5 % par rapport à l'année précédente. Aux États-Unis, les investissements au T3 se sont élevés à 32,7 Md\$, en baisse de 29,5 % sur un an. Bien que les financements de série A et de démarrage continuent de décliner, le financement *late stage* a rebondi d'environ 10 % sur un an, grâce à de gros investissements dans des secteurs stratégiques tels que les semi-conducteurs, l'IA, les véhicules électriques et la durabilité. En septembre, deux start-ups soutenues par des fonds de capital-risque, Instacart et Klaviyo, sont entrées en bourse. Les entreprises d'IA ont levé plus de 10 Md\$ ce trimestre, avec des tours de table majeurs pour des concurrents d'OpenAI comme Anthropic.

Brèves

- Les sénateurs Marsha Blackburn (R-TN) et Richard Blumenthal (D-CT) ont [demandé](#) des éclaircissements à TikTok sur ses liens avec ByteDance suite à un rapport sur les mouvements des cadres entre les deux entreprises. Les préoccupations concernent principalement l'accès potentiel du gouvernement chinois aux données des utilisateurs de TikTok.

Santé

12. Novo Nordisk accepte de rejoindre la table des négociations sur les prix des médicaments de Medicare

Le fabricant de médicaments danois Novo Nordisk a [déclaré](#) le 1^{er} octobre qu'il participerait aux négociations sur le prix des

médicaments de Medicare, malgré l'action en justice intentée deux jours auparavant contre ce programme (le 29 septembre).

Le fabricant de médicaments est la dernière entreprise à donner son accord pour entamer les négociations, bien qu'elle conteste la légalité des mesures de l'Inflation Reduction Act. AbbVie, Merck, AstraZeneca, Bristol-Myers Squibb et Boehringer Ingelheim ont également indiqué qu'ils participeraient aux négociations, plus tôt en septembre.

Cette décision intervient après la décision d'un juge fédéral de rejeter la demande d'injonction de la US Chamber, qui visait à bloquer le lancement du programme de négociation des prix. Le tribunal doit encore se prononcer au fond. La décision du juge préserve le pouvoir de l'administration Biden de commencer à négocier avec les entreprises pharmaceutiques les prix de dix médicaments. Les fabricants des produits choisis par la CMS pour la première tranche de négociations avaient jusqu'au 1^{er} octobre pour accepter de commencer les discussions.

Brèves

- Plus de 75 000 travailleurs de Kaiser Permanente dans plusieurs États ([Oregon](#), [Colorado](#), [Californie](#), Virginie, État de Washington et Washington - D.C.) ont [entamé](#) le 4 octobre une grève de trois jours. Ce mouvement social serait, selon les responsables syndicaux, la plus grande grève du secteur de la santé dans l'histoire des États-Unis.
- Amgen, AbbVie, Gilead, Merck et près de 30 acteurs de l'industrie pharmaceutique américain ont [annoncé](#) le 4 octobre la formation d'une coalition pour repousser les réformes de la FTC en matière de fusions et d'acquisitions. La nouvelle coalition s'appelle Partnership for the US Life Science Ecosystem ([PULSE](#)).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)